



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET
DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES
MWB

ARRÊTÉ

N° **001219** du **5 MAI 2000**

autorisant la société SA STURM
à exploiter (renouvellement et extension) une carrière de marne et loess ,
à RETZWILLER et WOLFERSDORF aux lieux-dits
« Espen, Traubacherweg, Grosse Allmend et Marterweg »

*Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n°77-1133 modifié du 21 septembre 1977,
- VU le Code minier et ses textes d'application,
- VU l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU le Schéma Départemental des Carrières du Haut-Rhin, approuvé par arrêté préfectoral du 6 février 1998,
- VU l'arrêté préfectoral n°991 377 du 23 juin 1999 autorisant la SA STURM à exploiter une carrière de marne et loess sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF, d'une superficie de 11,92 ha, jusqu'au 31 août 2002,
- VU la demande du 4 août 1999, reçue le 9 août 1999, complétée le 1 septembre 1999, par laquelle la société SA STURM sollicite le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter réglementée par l'arrêté préfectoral précité, et l'autorisation d'exploiter une station de transit de matériaux solides sur le périmètre de la carrière,
- VU le rapport d'analyse critique du montant des garanties financières, n° A90106 Ter – août 1999, de CAREX ENVIRONNEMENT, réceptionné en préfecture le 24 septembre 1999,
- VU le rapport d'enquête publique reçu à la préfecture le 6 décembre 1999,

.../...



Bicentenaire du CORPS PREFECTORAL

- VU** les avis exprimés lors de l'enquête publique et administrative (1 avis défavorable du Service départemental de l'architecture et du patrimoine du Haut Rhin pour 6 avis favorables ou non défavorables, 2 communes défavorables – TRAUBACH le BAS et WOLFERSDORF- pour 4 communes favorables ou non défavorables mais avec des demandes particulières),
- VU** l'avis favorable du CHSCT de la société SA STURM,
- VU** les rapports de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées du 21 février 2000 et du 29 mars 2000,
- VU** l'avis de la Commission départementale des carrières du 23 mars 2000,

☐ **CONSIDERANT** que ces installations constituent des activités soumises à autorisation visées aux rubriques n°2510-1 et 2517-1 de la nomenclature des installations classées,

CONSIDERANT que la procédure d'instruction a été suivie conformément aux dispositions prévues par le décret précité,

CONSIDERANT que les risques et nuisances tels que la pollution des eaux et de l'air, les émissions sonores, nécessitent de fixer les prescriptions d'exploitation aux installations, visant à garantir les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi 76.663 du 19 juillet 1976,

CONSIDERANT qu'il a été tenu compte pour le respect des intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi 76.663 du 19 juillet 1976, de la connexité de l'exploitation de la carrière de la SA STURM aux installations du centre d'enfouissement technique,

CONSIDERANT que le projet tient compte des intérêts de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

APRES communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

☐ **SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

.../...

A R R E T E

I- DEFINITION DES INSTALLATIONS ET PERIMETRES

Article 1^{er} : OBJET DE L'AUTORISATION

La société SA STURM, dont le siège social est 50 rue des Vignes- WOLFISHEIM- 67087 STRASBOURG cedex, désignée ci-après par "l'exploitant", est autorisée à poursuivre et étendre sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF une carrière de marne, loess et cailloutis, et à exploiter une station de transit de ces matériaux, activités reprises dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité
Carrière de marne, loess et cailloutis	2510-1	A	surface : 21,38 ha tonnage annuel maximal : 216 000 quantité totale autorisée à extraire : 2 520 000 t répartis comme suit : - 1 800 000 t (1 000 000 m ³) marne grise - 720 000 t (400 000 m ³) cailloutis et marne jaune
Station de transit de matériaux	2517-1	A	Volume maximal : 370 000 m ³

A : Autorisation

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral délivré antérieurement le 23 juin 1999 sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

Article 2 : DUREE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée pour une durée de 21 ans.

L'extraction de matériaux commercialisables est achevée 3 ans au moins avant l'échéance de l'autorisation(sauf renouvellement autorisé)).

La remise en état est achevée 6 mois avant l'échéance de l'autorisation(sauf renouvellement autorisé).

.../...

Article 3 : PERIMETRE AUTORISE

Par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté, le périmètre autorisé pour l'extraction est limité :

- aux parties de parcelles suivantes telles qu'elles sont définies dans le tableau ci dessous :

COMMUNE	Zone d'extraction Renouvellement	Zone d'extraction extension	Zone de stockage renouvellement	Zone de stockage Extension
RETZWILLER	.partie de parcelle 59 - section 15 dans le polygone de sommets [F,E,D,C,B,A ₆ ,F] .partie de parcelle 57 -section 15 dans le polygone de sommets [B,A,A ₁ ,A ₂ ,A ₃ ,A ₄ ,A ₅ ,B]	.partie de parcelle 57 -section 15, dans le polygone de sommets [A ₁ ,A ₈ ,A ₇ ,A ₆ ,A ₅ ,A ₄ , A ₃ ,A ₂ ,A ₁]	.partie de parcelle 57 -section 15, au Sud de la ligne joignant les sommets [A,B] .partie de parcelle 59 -section 15, au Sud de la ligne joignant les sommets [B,C,H,]	.parcelles 45,46,47,48 et 58 - section 15 .partie de parcelle 64 -section 15, au Nord de la ligne joignant les sommets [I ₁ ,I] .partie de parcelle 63 - section 15 au Nord de la ligne joignant les sommets [I,H]
WOLFERSDORF	.parcelles 111 et 112 - section 2 .partie de parcelle 114 -section 2, à l'Ouest de la ligne joignant les sommets [L,M,N,K]	.parcelle 113 - section 2	.partie de parcelle 114 -section 2, au Sud de la ligne joignant les sommets [K ₁ ,K ₂]	.parcelles 188,189,195 et 196 - section 2

.../...

Coordonnées LAMBERT des sommets :

points	X	Y
A	957 585	303 550
A ₁	957 575	303 568
A ₂	957 634	303 664
A ₃	957 606	303 680
A ₄	957 615	303 689
A ₅	957 687	303 645
A ₆	957 776	303 770
A ₇	957 700	303 811
A ₈	957 532	303 630
B	957 604	303 550
C	957 650	303 550
D	957 760	303 665
E	957 818	303 700
F	957 900	303 720
H	957 820	303 440
I	957 800	303 400
I ₁	957 683	303 420
K	958 035	303 867
K ₁	958 032	303 661
K ₂	958 131	303 786
L	957 890	303 725
M	957 960	303 824
N	957 996	303 803

- aux lieux –dits Espen, Traubacherweg, Grosse Allmend et Marterweg.

Toute modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession devra être déclarée, dans les plus brefs délais, à l'inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE).

II- AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES ET DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION

Article 4 : AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant :

1. mettra en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

.../...

2. placera :

- a) des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- b) le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

- 3. mettra en place à la périphérie de la zone en exploitation, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre cette zone, lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article 2 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.
- 4. aménagera l'accès à la voirie publique de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 5 : DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées à l'article 4 ci-dessus.

Cette déclaration sera transmise en 3 exemplaires au Préfet et sera accompagnée du document établissant la constitution de garanties financières définies à l'article 34 du présent arrêté.

III- REGLES GENERALES

Article 6 : CONDITIONS DE L'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes seront situées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Article 7 : DROITS DES TIERS

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant ou des contrats de forage dont il est titulaire.

Article 8 : SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des titres VI (sanctions pénales) et VII (sanctions administratives) de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

.../...

Article 9 : FORCLUSION DE L'AUTORISATION

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 10 : DECLARATION DES INCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 11 : MODIFICATIONS

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 12 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale.

Le dossier de demande d'autorisation à adresser au Préfet, comprend :

- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières prévues par le présent arrêté,
- un document attestant le droit de propriété ou d'exploitation des terrains concernés.

IV- SECURITE PUBLIQUE

Article 13 : ACCES ET CIRCULATION DANS LA CARRIERE

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Des dispositifs de barrage, mobiles, solides et susceptibles d'être bloqués pendant les heures où la carrière n'est pas surveillée, seront installés sur les chemins d'accès au chantier.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit dans les zones d'extraction et de stockage de matériaux extraits, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article 14 : DISTANCES DE REcul - PROTECTION DES AMENAGEMENTS

14.1. Les bords de l'excavation devront être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 3, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, et notamment le poteau EDF sur la limite Ouest de la carrière et les bassins de décantation.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas sera arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prendra en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

14.2 En ce qui concerne les lignes électriques passant sur le site de la carrière, l'exploitant veillera particulièrement au respect des dispositions du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et de l'arrêté interministériel du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

V- CONDUITE DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIERE

Article 15 : TRAVAUX PREPARATOIRES

15.1. Matérialisation des distances de sécurité

Avant le début de chaque phase d'exploitation, l'exploitant matérialisera sur le site les distances de sécurité définies à l'article 14.

15.2. Décapage

Aucune exploitation, extraction et mise en stock n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains sera limité aux besoins des travaux d'exploitation.

On ne procédera au décapage que selon les prescriptions suivantes :

- la Direction régionale des affaires culturelles (Conservatoire régional archéologique) sera avisée, au moins 3 semaines à l'avance, de toute campagne de décapage,
- les horizons humifères seront enlevés en premier, avant les autres matériaux de découverte,
- aucun déplacement des horizons humifères n'aura lieu par temps de pluie,
- la circulation des engins devra être évitée sur les zones à décaper,

15.3. Découvertes archéologiques

Toute mise à nu d'éventuel vestige provenant de gisements archéologiques, sera immédiatement signalée à la Direction régionale des affaires culturelles (Conservatoire régional archéologique).

15.4. Stockage des terres de découverte et des horizons humifères

Les terres de découverte et les horizons humifères seront stockés sur le site en respectant les règles suivantes :

- stockage distinct entre horizons humifères et terres de découverte,
- les horizons humifères seront stockés dans des conditions compatibles avec leur réutilisation et avec les impératifs de sécurité,

15.5. Enlèvement des excédents de terres de découverte, des horizons humifères et des matériaux impropres à la fabrication de tuiles

Dans tous les cas, l'enlèvement, du site, des excédents de terres de découverte, d'horizons humifères et de matériaux impropres à la fabrication de tuiles ne se fera qu'après constitution du stock tampon minimal nécessaire à la réalisation de la remise en état du site après exploitation.

L'exploitant devra être capable de justifier à tout moment des quantités conservées.

15.6. Fossés de drainage

La continuité des éventuels fossés de drainage traversant le périmètre d'exploitation devra être assurée.

Article 16 : EXTRACTION

16.1. Épaisseur d'extraction

L'exploitation aura lieu exclusivement à sec, au maximum jusqu'à la cote d'altitude **275 m NGF**, soit jusqu'à une profondeur maximale de 45 m par rapport au niveau naturel des terrains voisins du côté Nord-Est, et 35 m du côté Sud-Ouest. La pente maximale du front s'établira à 1/1,5 (environ 30 °).

16.2. L'exploitation se fera de façon à ce que les fronts prévus pour la remise en état du site soient directement obtenus lors des travaux d'extraction.

16.3. La hauteur de chaque gradin n'excédera pas 15 m., et chaque banquette aura une largeur au moins égale à la hauteur du plus haut des 2 gradins qu'elle sépare.

16.4. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence, au cours des phases d'exploitation, l'accès à toutes les banquettes.

Article 17 : REMBLAYAGE

Tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que du granulat, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site est interdit, tant que les terrains n'auront pas fait l'objet de la déclaration de cessation d'activité réglementaire et que le procès verbal de récolement n'aura pas été dressé.

Ce remblayage ne devra pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les éventuels apports extérieurs, nécessaires au respect des prescriptions du présent arrêté, seront accompagnés d'un bordereau de suivi qui indiquera leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui attestera la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel seront répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Article 18 : TRANSPORT DES MATERIAUX

Sous réserve de dispositions locales plus contraignantes, les véhicules de transport liés à l'exploitation de la carrière ne pourront traverser la commune de RETZWILLER qu'à partir de 6h00.

Dès la réalisation de l'ouvrage qui permettra d'accéder directement au site de la carrière sans traverser la commune de RETZWILLER, les véhicules poids lourds desservant la carrière auront obligation de l'emprunter, sauf cas de force majeure.

VI- PLAN D'EXPLOITATION

Article 19 : PLAN D'EXPLOITATION

19.1. Plan

Il sera établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan seront reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, l'emplacement des sommets définis à l'article 3 du présent arrêté, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, et la dénomination des parcelles cadastrales concernées,

- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les limites de la zone située à moins de 200 m des habitations ou à moins de 30 m du ruisseau Elbach,
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, et notamment les ouvrages de décantation,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte, des marnes grises et des cailloutis-marnes jaunes,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles remblayées et celles remises en état,
- l'étendue des fronts d'exploitation remis en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- le cours d'eau et les fossés limitrophes de la carrière,
- les points de rejet dans l'Elbach,
- des coupes (profils réalisés dans les directions des plus grandes pentes), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

A ce plan seront annexées les valeurs correspondantes à :

- la somme, en ha, des surfaces remises en état,
- la somme, en ha, des surfaces non touchées,
- la longueur totale des fronts d'exploitation,
- la longueur totale des fronts d'exploitation remis en état,
- la longueur totale des fronts d'exploitation non remis en état,
- la somme, en ha, des surfaces décapées
- le volume des matériaux en stocks (par type de matériaux et par zone de stockage),

au moment de la levée du plan.

19.2 Mise à jour

Ce plan sera mis à jour au moins 2 fois par an par une personne ou un organisme compétent pour l'ensemble des éléments précédemment cités :

- préalablement à la campagne d'extraction,
- à la fin de la campagne d'extraction.

L'inspecteur des installations classées pourra demander à tout moment que le plan soit établi par un géomètre-expert.

19.3. Communication du plan

Le plan d'exploitation sera conservé sur le site par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation.

Un exemplaire sera adressé à l'inspecteur des installations classées.

Chaque version du plan sera versée au registre d'exploitation de la carrière.

VII- PREVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES

Article 20 : DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter :

- les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols,
- les risques de nuisance par le bruit et les vibrations,
- l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, seront maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations seront entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules seront aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne devront pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article 21 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

21.1. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire étanche formant cuvette de rétention, à l'abri des intempéries dans un local technique, entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

21.2. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux pluviales et des eaux des couches de cailloutis aquifères.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 l.

21.3. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Article 22 : REJETS D'EAUX

22.1. Eaux pluviales, eaux des aquifères superficiels

Les eaux pluviales de ruissellement(terrains de la carrière, stockages et zones de stockage) et les eaux des couches de cailloutis aquifères intérieures au site de la carrières seront drainées .

Elles devront être traitées pour respecter les prescriptions suivantes préalablement à leur rejet dans le milieu naturel:

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30° C,
- matières en suspension totales (MEST) : concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90-105),
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) : concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101),
- hydrocarbures : concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90-114).

Ces valeurs limites seront respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne devra pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les rejets seront effectués dans l'Elbach.
Le débit de rejet maximal sera de 200 m³/h.

Le ou les émissaires seront équipés pour la mesure de débit et la prise de prélèvement représentatif des rejets.

Des analyses de contrôle trimestrielles seront effectuées par un laboratoire agréé sur des prélèvements effectués selon les règles de l'art au niveau des rejets ; elles porteront sur les paramètres définis ci-dessus. Les résultats d'analyses seront transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

22.2. Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques provenant de l'exploitation devront être évacuées conformément au Code de la santé publique.

Lorsqu'il ne sera pas possible de raccorder l'évacuation des eaux usées à un réseau d'assainissement, leur épuration et leur évacuation devront faire appel aux techniques de l'assainissement autonome.

L'accord de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales devra être obtenu sur la filière retenue. De même, l'accord du service chargé de la Police de l'eau sur la conception et l'implantation des ouvrages sera nécessaire.

Article 23 : POUSSIÈRES

23.1. L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

23.2. Les pistes de circulation et les stocks seront arrosés en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.

Article 24 : DECHETS

Toutes dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément, puis valorisées ou éliminées dans des installations dûment autorisées.

L'incinération, la mise en décharge ou le simple abandon de déchets sur la carrière sont interdits, tant que les terrains n'auront pas fait l'objet de la procédure de cessation d'activité réglementaire.

Ces déchets seront confiés à une entreprise autorisée au titre des installations classées pour les éliminer ou les détruire ; l'exploitant de la carrière devra pouvoir justifier de la bonne élimination de ces déchets.

L'exploitant mettra en place une surveillance pour éviter tout déversement, dépôt ou décharge de produits extérieurs au site et de déchets sur les terrains qui n'auront pas fait l'objet de la procédure de cessation d'activité réglementaire.

Article 25 : BRUITS ET VIBRATIONS

25.1. L'exploitation sera menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

25.2. Bruits

25.2.1. Les bruits émis par les installations ne devront pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, d'une émergence supérieure à :

- 5 dB (A) pour la période allant de 6h30 à 21h30, sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dB (A) pour la période allant de 21h30 à 6h30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

<i>Points de mesure : en limite de l'exploitation</i>	<i>Période JOUR de 6h30 à 21h30 sauf dimanches et jours fériés en dB(A)</i>	<i>Période NUIT de 21h30 à 6h30 ainsi que les dimanches et jours fériés en dB(A)</i>
<i>Sud (vers le canal et les lères habitations de Retzwiller) – Point 10</i>	48	43
<i>Sud Est (vers l'écluse n° 15) – Point 9</i>	58	43
<i>Est, Nord – Est (vers le canal et les lères habitations de Wolfersdorf) – Point 6</i>	47	43
<i>Nord et Ouest (vers les champs) – Point X</i>	70	65

Les points étant définis au plan cadastral joint au présent arrêté

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

L'exploitant transmettra à l'inspecteur des installations classées, **dans un délai d'un mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, un plan où figureront les immeubles et zones définis ci-dessus.

25.2.2. Un contrôle des niveaux sonores sera effectué **tous les 5 ans**, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées, et plus spécialement lors du début des travaux d'exploitation sur :

- la phase 3,
- la phase 8,
- la phase 13
- la phase 18.

Le plan des points de mesure sera préalablement soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées

25.2.3. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, devront être conformes aux règles d'insonorisation en vigueur.

25.2.4. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents, ou à la sécurité des personnes.

25.3. Vibrations

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article 26 : IMPACT VISUEL

Dans un souci d'intégration visuelle :

- la hauteur des dépôts de matériaux temporaires (marnes grises, cailloutis -marnes jaunes) ne devra pas excéder 5 mètres, exception faite du dépôt de marnes grises situé à l'entrée du site (parties de parcelles 58, 59, 63 et 64 – section 15-de RETZWILLER, au Sud de la carrière) dont la hauteur ne devra pas dépasser 12 mètres.

Dans un délai de 9 mois , comptés à partir de la notification du présent arrêté, la hauteur des stockages de marne grise et de cailloutis existant sur le site (exception faite du dépôt de marne grise précédemment cité) devra avoir été ramenée à 5 mètres.

- les merlons existants et futurs, situés sur et en périphérie du périmètre autorisé de la carrière, devront être végétalisés ; les merlons mis en place sur le côté Nord-Ouest de la carrière et visibles depuis la commune de WOLFERSDORF seront bordés de plantation ; les essences à utiliser sont des essences locales.

Article 27 : SURVEILLANCE DES REJETS

L'inspecteur des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores.

Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

Les résultats seront adressés à l'inspecteur des installations classées dès réception.

Article 28 : LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le site disposera d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an ; il pourra en être disposé sur les engins d'exploitation et dans le local technique dont il est fait état à l'article 21.1 du présent arrêté.

VIII- SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Article 29 : SURVEILLANCE DES EAUX DE L'ELBACH

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles soient effectués sur les eaux de l'Elbach, à l'amont et à l'aval des rejets d'eaux de la carrière, dont il est fait état à l'article 22.1 du présent arrêté ; les paramètres à rechercher seront définis au moment de la demande.

Les prélèvements devront être faits suivant les règles de l'art et les analyses seront effectuées par un laboratoire agréé.

Les résultats, commentés, seront adressés dès réception à l'inspecteur des installations classées.

IX- DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE ET GARANTIES FINANCIERES

Article 30 : DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE

30.1. L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation.

En cas de cessation d'activité, la remise en état du site devra être effectuée immédiatement sur la totalité des zones touchées par l'exploitation.

Le site sera libéré en fin d'exploitation de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définies dans la demande et conformément au plan joint au présent arrêté.

30.2. La remise en état consistera en :

30.2.1 pour les terrains suivants :

- partie de parcelle 114- section 2 de WOLFERSDORF, située à moins de 200 m d'habitations ou à moins de 30 m de l'Elbach (sous la ligne joignant les points K₁ et K₂).

Remblaiement jusqu'à hauteur voisine des terrains naturels avec des matériaux inertes (marnes jaunes-cailloutis) provenant du site, puis aménagement paysager.

30.2.2 pour les terrains suivants :

- partie de parcelle 57- section 15 de RETZWILLER, située au Sud de la ligne joignant les points A et B,
- partie de parcelle 59- section 15 de RETZWILLER, située au Sud de la ligne joignant les points B,C et H,
- parcelle 58- section 15 de RETZWILER,
- partie de parcelle 64- section 15 de RETWILLER, située au Nord de la ligne joignant les points I₁ et I,
- partie de parcelle 63- section 15 de RETWILLER, située au Nord de la ligne joignant les points I et H,
- parcelles 45,46,47 et 48- section 15 de RETZWILLER,
- parcelles 188,189,195 et 196- section 2 de WOLFERSDORF.

Enlèvement des stocks, décapage des couches imperméables superficielles suivi d'un ripage et d'un aplanissement, puis recouvrement de terre de découverte et ensemencement

30.2.3 pour les terrains suivants :

- partie de parcelle 57- section 15 de RETWILLER, située au Nord de la ligne joignant les points A et B,
- partie de parcelle 59- section 15 de RETWILLER, située au Nord de la ligne joignant les points B,C,D,E et F,
- partie de parcelle 114- section 2 de WOLFERSDORF, située au Nord de la ligne joignant les points L,M,N et K,
- parcelles 111,112 et 113- section 2 de WOLFERSDORF.

Dans un 1^{er} temps

Mise en sécurité des fronts de taille selon une pente de 1/1,5 (environ 33°), comptée à partir du bord de l'excavation jusqu'au fond de fouille, réalisée par des gradins de hauteur voisine de 6 mètres séparés par des banquettes de largeur au moins égale à la plus grande hauteur des gradins qu'elle sépare, et pose au niveau du gradin supérieur d'un dispositif anti érosion (géotextile).

Dans un 2nd temps

a) soit, après réalisation des travaux de mise en sécurité, remise des terrains à la sté SITAL, dont le siège social est 22 rue de Cherbourg- 67026 STRASBOURG, et dont elle pourra disposer dans le respect des prescriptions qui lui auront été notifiées.

Au cas où cette condition de remise en état ne pourrait être remplie, pour tous ou partie des terrains définis à l'article 30.2.3 du présent arrêté, la Sté STURM devrait déposer sans délai au préfet un dossier de modification des conditions d'exploitation comme prévu à l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

b) soit, pour tous ou partie des terrains définis à l'article 30.2.3 du présent arrêté, la remise en état pourra également constituer en un remblaiement partiel des terrains excavés, comme défini au dossier de demande (remise en état option n°1), mais exclusivement avec des matériaux inertes résultant des travaux d'extraction menés sur le site de la carrière autorisé par le présent arrêté. Après remblaiement, les terrains seront aplanis, recouverts de terre de découverte, ensemencés et plantés ; les arbres et arbustes utilisés seront des essences locales.

30.3. Sans préjudice des dispositions édictées dans la demande et le document d'impact, la remise en état sera conduite dans le respect des prescriptions suivantes :

- si la réussite de la remise en état du site semble compromise par l'apparition d'humidité, des travaux de drainage nécessaires à l'assainissement des zones concernées seront effectués,
- si les terrains à recouvrir de terre sont peu perméables, un ripage devra être réalisé.
- les surfaces sur lesquelles les horizons humifères auront été remis en place ne devront plus être parcourues par les engins de chantier,
- les plantations prévues dans le document d'impact, seront réalisées,

30.4. L'exploitant communiquera annuellement à l'inspecteur des installations classées **pour le 31 octobre de chaque année** un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état.

Article 31 : GARANTIES FINANCIERES

31.1. La poursuite d'activité de la carrière à compter de la notification du présent arrêté est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation.

31.2. La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma « phasage d'excavation et de remise en état » annexé au présent arrêté.

L'exploitation de la phase [n +2] ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase n est terminée.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

31.3. La durée de l'autorisation est divisée en 4 périodes quinquennales et une période de 1 an. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

périodes	Montants en Franc	Montants en Euros
2000 à 2005	2 629 314	400 836,33
2005 à 2010	2 424 699	369 642,98
2010 à 2015	2 753 941	419 835,49
2015 à 2020	3 051 926	465 263,12
2020 à 2021	488 221	74 428,75

Les garanties financières doivent être maintenues jusqu'à la mise en œuvre de la procédure définie à l'article 31.8 du présent arrêté

31.4. Actualisation du montant des garanties financières.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

31.5. Justification des garanties financières

Les garanties financières seront constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 modifié.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées devra être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation au moins six mois avant son échéance.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article 23 c) de la loi du 19 juillet 1976.

31.6. Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

31.7. Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.

31.8. Levée des garanties financières

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspecteur des installations classées, et après avis du ou des maires des communes d'implantation de la carrière, le préfet lève par voie d'arrêté, l'obligation de garanties financières.

X- ARRET DEFINITIF

Article 32 : Arrêt définitif

Lorsque la carrière est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.

L'exploitant notifie au Préfet, au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation la date de cet arrêt en joignant un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, et pouvant comporter notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Il explicite notamment le respect des prescriptions applicables à cette carrière en matière de remise en état, définies dans le ou les arrêtés préfectoraux la réglementant.

XI- FRAIS D'EXÉCUTION – AMPLIATION – PUBLICITÉ

Article 33 : FRAIS D'EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ

Les frais inhérents aux prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 34 : PUBLICITÉ

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives des mairies de RETZWILLER et WOLFERSDORF, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans lesdites mairies. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 35 : EXÉCUTION - AMPLIATION

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,
- le Sous-Préfet d'ALTKIRCH,
- les Maires de RETZWILLER et WOLFERSDORF,
- les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société SA STURM

Fait à COLMAR, le **-5 MAI 2000**

LE PRÉFET

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délai et voie de recours
(article 14 de la loi du 19 juillet 1976 précitée)

La présente décision peut être déférée au
Tribunal Administratif de Strasbourg:

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...) dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'état dans le département.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN